

2005-12-05

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### Projections économiques pour la Belgique - Automne 2005

(Article publié dans la Revue économique du 4<sup>e</sup> trimestre 2005)

[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Parallèlement à la publication dans le bulletin mensuel de la BCE de nouvelles projections pour la zone euro, cet article présente de manière succincte les résultats pour l'économie belge pour 2005 et 2006. Ceux-ci ont été établis par la Banque nationale de Belgique dans le cadre de l'exercice semestriel de l'Eurosystème, selon les mêmes méthodes et procédures que les prévisions publiées au printemps dans la Revue économique du 2<sup>e</sup> trimestre 2005. Depuis lors, le renchérissement du pétrole s'est poursuivi et la monnaie américaine s'est appréciée par rapport à l'euro. Pour sa part, la croissance de l'activité a encore été soutenue dans la plupart des zones économiques. En Belgique, après s'être fortement repliée au début de l'année, la croissance s'est redressée de manière modérée, comme prévu dans les projections du printemps. Selon les estimations de l'ICN, qui s'étendent jusqu'au troisième trimestre de 2005, le PIB n'a augmenté que de 0,1 p.c. en termes réels au premier trimestre, puis de 0,2 p.c. et de 0,4 p.c., respectivement, les deux trimestres suivants. Par ailleurs, il a été tenu compte dans les nouvelles projections des budgets des pouvoirs publics disponibles pour 2006. Les projections ont été arrêtées sur la base des informations disponibles au 21 novembre 2005.

Les projections de l'Eurosystème sont établies en tenant compte d'une économie mondiale et d'échanges commerciaux toujours dynamiques, après les records observés en 2004. Les cotations du pétrole sont censées se maintenir au niveau d'environ 60 dollars par baril de Brent, tandis que les cours de change sont maintenus constants au niveau de la mi-novembre, à savoir 1,19 dollar par euro. Dans ce contexte, après un ralentissement temporaire à la fin de l'année précédente et au début de l'année courante, la croissance du PIB dans la zone euro devrait se renforcer dans la deuxième partie de 2005 et en 2006. Elle serait plus largement portée par la demande extérieure et les investissements. L'inflation resterait influencée par le niveau élevé des prix pétroliers.

En Belgique, la croissance à un an d'écart, qui avait atteint 2,8 p.c. au troisième trimestre de 2004, soit l'accroissement annuel le plus rapide depuis quatre ans, est revenue à 1,1 p.c. douze mois plus tard. Le renforcement graduel de l'activité observé à partir du troisième trimestre de 2005 devrait toutefois se poursuivre. A court terme, les résultats récents des enquêtes de conjoncture indiquent une inflexion à la hausse depuis l'été. De manière plus fondamentale, l'affermissement de la croissance proviendrait du secteur extérieur, après le dynamisme récent de la demande du secteur des entreprises, l'un et l'autre ayant jusqu'à présent fait montre d'une relative résistance face au choc pétrolier. Au contraire, l'apport de la demande de consommation des particuliers serait initialement freiné par l'évolution contenue de leur pouvoir d'achat. Au total, la croissance réelle du PIB passerait de 2,4 p.c. en 2004 à 1,4 p.c. en 2005. Elle s'établirait à 2,2 p.c. en 2006, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport au printemps, mais un rythme de nouveau quelque peu supérieur à celui prévu pour la zone euro.

Absorbé en grande partie par les mouvements de la productivité, le profil en dents de scie de l'activité entre 2004 et 2006 se reflète de manière retardée et amortie dans l'évolution de l'emploi. Le nombre de personnes occupées en Belgique augmenterait de 0,7 p.c. en 2005, puis de 0,5 p.c. en 2006, après un accroissement de 0,6 p.c. en 2004. Au total, les créations nettes d'emplois se monteraient à environ 75.000 pour l'ensemble de la période 2004-2006, après un recul cumulé de 10.000 emplois en 2002 et 2003. Cependant, eu égard à l'accroissement de la population active, le nombre de demandeurs d'emploi continuerait d'augmenter; le taux de chômage atteindrait 8,4 p.c. en 2005 et se stabiliserait à ce niveau en 2006.

L'accélération de l'inflation devrait peser sur l'évolution du pouvoir d'achat des particuliers en 2005 et 2006. Ce facteur sera cependant en partie compensé la seconde année par les effets de la mise en œuvre de la réforme fiscale. Au total, le revenu disponible augmenterait en termes réels de 0,6 p.c. en 2005 et de 1,8 p.c. en 2006. En raison d'une nouvelle baisse du taux d'épargne la première année, la croissance en

volume de la consommation privée demeurerait relativement stable, atteignant 1,3 p.c. en 2005, le même taux qu'en 2004, et 1,6 p.c. en 2006. Après deux années de recul important, dans un contexte d'amélioration persistante de la rentabilité des sociétés, de redressement des cours boursiers et d'un niveau bas des taux d'intérêt, une reprise des investissements des entreprises est survenue en 2005. Les investissements en logements ont également connu une forte accélération, en 2004. Un retour à une évolution plus équilibrée des investissements privés, en ligne avec celle de l'activité et des revenus, est prévue pour la période couverte par les prévisions. Les investissements publics devraient également être dynamiques en 2005 et 2006, sous l'effet du traditionnel cycle électoral des communes. Après un ralentissement temporaire au début de l'année courante, la croissance des exportations de biens et services devrait se renforcer. Elle atteindrait 2,3 p.c. en moyenne en 2005 et environ 5 p.c. en 2006, soutenue par la demande extérieure, y compris celle en provenance des partenaires européens, et par la dépréciation de l'euro, de quelque 12 p.c. face au dollar depuis le sommet du début de l'année.

Les mouvements attendus de l'inflation en 2005 et 2006, et les révisions par rapport au printemps, reflètent principalement l'évolution du prix du pétrole brut. Au total, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), s'établirait à 2,5 p.c. en moyenne en 2005 et à 2,3 p.c. en 2006, soit respectivement 0,3 point et 0,4 point de plus que dans les projections du printemps. Abstraction faite des variations de prix des produits alimentaires non transformés et de l'énergie, la tendance sous-jacente de l'inflation devrait se maintenir en moyenne à 1,4 p.c. en 2005. Au-delà des effets indirects que le renchérissement des matières premières exercerait sur les prix de vente des produits transformés ou de certains services, les pressions inflationnistes demeureraient initialement modérées. Elles se renforceraient graduellement pendant la période couverte par les projections, en raison à la fois d'un renchérissement du prix des importations exprimé en euro et d'une progression plus rapide des coûts salariaux.

Alors qu'ils étaient restés quasiment stables les deux années précédentes, les coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé devraient en effet augmenter de 1,7 p.c. en 2005 et de 0,9 p.c. en 2006. Cette accélération trouve son origine dans la progression plus faible de la productivité, surtout en 2005. Elle résulte également de l'augmentation de l'indice santé, qui sert de référence pour l'indexation des salaires, plus rapide que ce qui avait été pris en compte lors des négociations salariales sectorielles. Au total, les coûts salariaux horaires dans le secteur privé augmenteraient de quelque 2,6 p.c. par an en moyenne en 2005 et 2006, contre une progression de 1,9 p.c. en moyenne en 2003 et 2004. Cette prévision est similaire à celle présentées en novembre 2005 par le Secrétariat du Conseil central de l'économie. Le Secrétariat constate que l'évolution cumulée prévue pour 2005 et 2006 dépasse la norme indicative de 4,5 p.c. retenue dans le projet d'accord interprofessionnel, et que, sur ces deux années, la position des entreprises belges se détériorerait de quelque 2 p.c. vis-à-vis des trois pays voisins en raison aussi d'une progression attendue des coûts salariaux horaires dans ces pays sensiblement inférieure à celle retenue lors de la négociation de l'accord interprofessionnel, à la fin de 2004.

Les projections en matière de finances publiques tiennent compte des mesures annoncées et suffisamment précisées dans le cadre des budgets pour 2006. En revanche, elles n'anticipent pas sur des mesures supplémentaires qui pourraient être encore prises. Compte tenu des informations les plus récentes, il apparaît que les finances publiques devraient de nouveau s'afficher en équilibre à la fin de l'année 2005, le recul de solde primaire étant compensé par la diminution des charges d'intérêts. Compte tenu des mesures de consolidation décidées dans le cadre du budget, en partie de nature structurelle, en partie à caractère non récurrent, les projections pour 2006 pointent désormais vers un déficit ramené à 0,4 p.c. du PIB, contre 1,3 p.c. du PIB dans les projections du printemps. La détérioration par rapport à 2005 résulterait d'un nouveau tassement du solde primaire à la suite de baisses des recettes imputables aux effets de la réforme de l'impôt des personnes physiques sur les enrôlements et à l'allègement des cotisations sociales.

La réduction de la dette brute consolidée de l'ensemble des pouvoirs publics, entamée en 1994, se poursuivrait, quoique à un rythme ralenti en 2005. En effet, le Fonds de l'infrastructure ferroviaire, issu de la scission de la SNCB le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et qui conserve l'infrastructure telle qu'elle existait au 31 décembre 2004 ainsi que la dette y afférente – d'un montant équivalent à 2,5 p.c. du PIB –, s'inscrirait dans la définition statistique des administrations publiques. Ainsi, la dette, qui atteignait encore 103,2 p.c. du PIB en 2002, passerait de 94,7 p.c. en 2004 à 94,2 p.c. en 2005. En 2006, le taux d'endettement devrait reprendre un rythme de baisse plus rapide, pour s'établir à 90,9 p.c. du PIB à la fin de l'année.

**Projections pour l'économie belge : synthèse des principaux résultats**

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2002	2003	2004	2005 e	2006 e
<b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB aux prix de 2000	1,5	0,9	2,4	1,4	2,2
Contributions à la croissance :					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	0,6	1,0	2,0	2,8	1,4
Exportations nettes de biens et services	0,7	0,0	-0,3	-0,9	0,7
Variation des stocks	0,1	-0,1	0,7	-0,4	0,1
<b>PRIX ET COÛTS</b>					
Indice harmonisé des prix à la consommation	1,6	1,5	1,9	2,5	2,3
Indice santé	1,8	1,5	1,6	2,1	2,1
Déflateur du PIB	1,8	1,7	2,3	2,3	2,4
Termes de l'échange	0,7	-0,1	-0,5	-0,2	0,2
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	1,4	0,2	0,0	1,7	0,9
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	4,4	1,6	2,1	2,3	2,8
Productivité horaire dans le secteur privé	3,0	1,4	2,1	0,6	1,9
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne en milliers d'unités)	-6,3	-3,3	23,5	30,4	20,5
Taux de chômage harmonisé <sup>1</sup> (p.c. de la population active)	7,3	8,0	7,9	8,4	8,4
<b>REVENUS</b>					
Revenu disponible réel des particuliers	0,2	-1,0	-0,2	0,6	1,8
Taux d'épargne des particuliers (p.c. du revenu disponible)	15,8	14,3	12,8	12,3	12,5
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>					
Solde primaire (p.c. du PIB)	5,7	5,4	4,8	4,4	3,7
Besoin (-) ou capacité de financement des administrations publiques (p.c. du PIB) <sup>2,3</sup>	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,4
Dette publique (p.c. du PIB)	103,2	98,5	94,7	94,2	90,9
<b>COMPTE COURANT</b> (p.c. du PIB selon balance des paiements)					
	4,6	4,1	3,3	1,8	3,2

Sources: CE, ICN, INS, BNB.

<sup>1</sup> Série ajustée (Eurostat).<sup>2</sup> Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure des déficits publics excessifs (EDP).<sup>3</sup> Eurostat examine actuellement le traitement statistique de différentes opérations, en particulier la réorganisation de la SNCB, dont on suppose qu'elle a pour seul effet d'accroître en 2005 la dette des administrations publiques, sans en affecter le solde de financement.